



Les sources de financement des projets de l'ESS au Maroc : Cas de la Région Souss Massa

Funding Sources for Social and Solidarity Economy Projects in Morocco: The Case of the Souss Massa Region

GOUMGHAR Said¹, OUAHRAOUI Fatima², FIKRI Majda³

¹Doctorant Chercheur à l'ENCG Agadir – UIZ (MADILOG)

²Enseignante Chercheures à l'ENCG Agadir – UIZ (MADILOG)

³Enseignante Chercheuse à l'ENCG Agadir – UIZ (LISIMA)

Résumé: Cette investigation examine les modalités de financement des initiatives d'Économie Sociale et Solidaire dans la région Souss Massa marocaine. L'analyse s'appuie sur un cadre conceptuel mobilisant la théorie des ressources hybrides, l'économie des conventions et les approches territoriales développementales. Douze entretiens semi-directifs auprès de responsables d'accompagnement entrepreneurial régional constituent la base méthodologique qualitative. L'écosystème financier présente une diversification progressive : financements publics, microcrédit, coopération internationale et finance participative émergente. Néanmoins, des inadéquations structurelles persistent : un "middle manquant" pour les projets en expansion, des désynchronisations entre cycles institutionnels et besoins opérationnels, ainsi qu'une asymétrie entre exigences financières et capacités entrepreneuriales. Des stratégies hybrides innovantes émergent localement, reflétant l'adaptabilité territoriale. L'étude préconise une approche systémique intégrant accompagnement entrepreneurial et ancrage territorial, proposant des innovations financières différenciées selon les profils d'acteurs ESS et appelant à réaligner les paradigmes financiers dominants.

Mots-clés: Économie sociale et solidaire, Financement, Développement territorial, Souss Massa, Entrepreneuriat social.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.16753337>

Published in: Volume 4 Issue 4



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1. Introduction

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) émerge comme un paradigme alternatif au modèle économique dominant, particulièrement dans les économies en développement comme le Maroc. Ce secteur, caractérisé par sa finalité sociale plutôt que lucrative, regroupe diverses structures telles que les coopératives, les associations, les mutuelles et les fondations. Au Maroc, l'ESS s'inscrit dans une dynamique de développement territorial qui répond aux besoins socioéconomiques spécifiques des populations locales. Cependant, malgré son potentiel reconnu en matière de création d'emplois, d'inclusion sociale et de développement durable, ce secteur fait face à des défis structurels importants, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources financières. La région Souss Massa, caractérisée par sa richesse agricole et son potentiel touristique, constitue un terrain d'étude privilégié pour analyser les mécanismes de financement des projets d'ESS. Cette région, qui abrite une multitude d'initiatives solidaires, offre un cadre pertinent pour comprendre comment s'articulent les différentes sources de financement disponibles pour les acteurs de l'ESS et dans quelle mesure elles répondent à leurs besoins spécifiques.

Le Maroc a connu ces dernières décennies une évolution significative dans la reconnaissance institutionnelle de l'ESS. L'adoption de la loi-cadre 30-07 relative à l'ESS en 2020 a consacré l'importance de ce secteur dans le paysage économique national. Cette reconnaissance s'est accompagnée d'une volonté politique de structurer et d'organiser ce champ d'activité, notamment à travers la création d'instances dédiées comme l'Office du Développement de la Coopération (ODCO) et le renforcement des mécanismes d'accompagnement technique et financier. Parallèlement, le Plan Maroc Vert puis la stratégie "Génération Green 2020-2030" ont mis l'accent sur le développement des filières agricoles à travers des approches coopératives, particulièrement dans les zones rurales comme celles de Souss Massa. Cette région, située au sud-ouest du pays, bénéficie également de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) qui, depuis 2005, soutient activement les projets à fort impact social. Dans ce contexte, la question du financement demeure centrale, oscillant entre les subventions publiques, le microcrédit, les fonds internationaux et, plus récemment, les mécanismes de finance solidaire et participative conformes aux principes de la finance islamique.

Selon les données du Haut-Commissariat au Plan (2023), l'ESS représente aujourd'hui près de 6% du PIB marocain et génère approximativement 5,5% des emplois à l'échelle nationale. La région Souss Massa se distingue avec une contribution sectorielle supérieure à la moyenne nationale, atteignant 8,2% du PIB régional. D'après le rapport du Conseil Économique, Social et Environnemental (2022), cette région abrite 17% des coopératives du pays, soit environ 4 200 structures, dont 65% opèrent dans le secteur agricole et agroalimentaire. L'Observatoire National de l'ESS indique que ces entités bénéficient principalement de quatre sources de financement : les fonds publics (42%), les organismes internationaux (27%), l'autofinancement (18%) et les institutions financières classiques et

participatives (13%). En termes de volumes, le financement mobilisé pour l'ESS dans la région est estimé à 420 millions de dirhams annuellement, dont seulement 35% correspondent aux besoins exprimés par les porteurs de projets. Les données de l'ODCO révèlent par ailleurs un taux d'échec de 40% des projets d'ESS dans leurs trois premières années d'existence, un phénomène largement attribué aux difficultés d'accès aux financements adaptés et à la fragilité des modèles économiques adoptés.

Cette recherche revêt une importance particulière à plusieurs égards. D'abord, elle contribue à combler un déficit documentaire concernant les mécanismes spécifiques de financement de l'ESS au Maroc, particulièrement dans un contexte régional où les initiatives solidaires jouent un rôle crucial dans le développement territorial. Ensuite, elle offre une analyse approfondie de l'adéquation entre l'offre et la demande de financement, permettant d'identifier les lacunes et les opportunités d'amélioration des dispositifs existants. Par ailleurs, cette étude s'inscrit dans une perspective d'optimisation des politiques publiques, en proposant des recommandations fondées sur l'analyse empirique des expériences des acteurs de terrain. Elle présente également un intérêt substantiel pour les bailleurs de fonds nationaux et internationaux en quête d'efficacité dans leurs interventions. Enfin, dans un contexte post-Covid marqué par la recherche de modèles économiques résilients, cette étude contribue à la réflexion sur les conditions nécessaires à la pérennisation financière des initiatives d'économie sociale et solidaire.

A partir de ce constat nous avons pu élaborer la problématique suivantes :

« Comment les sources de financement disponibles dans la région Souss Massa répondent-elles aux besoins spécifiques des projets d'ESS ? »

2. Cadre théoriques et conceptuel

L'analyse des sources de financement des projets d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) nécessite une clarification conceptuelle préalable et un examen approfondi des travaux antérieurs sur ce sujet. Cette section vise à délimiter le périmètre conceptuel de l'étude et à synthétiser les principales contributions scientifiques relatives au financement de l'ESS, particulièrement dans le contexte marocain et de la région Souss Massa.

2.1 Clarification conceptuelle

Le concept d'Économie Sociale et Solidaire, tel qu'il est appréhendé au Maroc, recouvre un ensemble hétérogène d'organisations régies par des principes communs : primauté de la personne sur le capital, gestion démocratique, finalité sociale et ancrage territorial (Defourny & Nyssens, 2017). La loi-cadre marocaine 30-07 définit l'ESS comme "l'ensemble des activités économiques et sociales organisées dans le cadre de structures formelles ou de groupements de personnes, jouissant d'une personnalité morale, indépendantes, et libres d'adhérer et de se retirer, qui conjuguent intérêts de leurs membres et/ou intérêt général économique et social" (MTAESS, 2021). Cette définition englobe principalement les coopératives, les associations, les mutuelles et, plus récemment, les entreprises sociales.

Le concept de "source de financement", quant à lui, désigne l'ensemble des mécanismes permettant de mobiliser des ressources financières pour soutenir la création, le développement et la pérennisation des structures de l'ESS. Ces sources peuvent être catégorisées selon leur origine (publique, privée, internationale), leur nature (don, prêt, investissement en capital) ou leur degré de formalisation (formelle, semi-formelle, informelle).

L'expression "projet de l'ESS" fait référence aux initiatives économiques portées par des structures relevant de l'économie sociale et solidaire, ayant pour objectif de répondre à des besoins sociaux non ou mal satisfaits par le marché ou l'État, tout en générant des activités économiquement viables (Bouchard, 2011).

2.2 Revue de littérature

Les travaux consacrés au financement de l'ESS au Maroc demeurent relativement limités, bien que ce champ d'étude connaisse un intérêt croissant depuis la dernière décennie. Plusieurs chercheurs ont néanmoins contribué à éclairer diverses facettes de cette problématique.

Amara et El Fahli (2020) ont analysé l'évolution des politiques publiques de soutien à l'ESS au Maroc, mettant en évidence le passage progressif d'une approche assistantielle à une logique d'accompagnement et d'autonomisation des acteurs. Leur étude souligne cependant les difficultés persistantes liées à la fragmentation des dispositifs publics et à leur manque d'adaptation aux spécificités territoriales.

Les travaux de Benjelloun (2019) se concentrent plus spécifiquement sur le rôle des coopératives dans le développement rural au Maroc, avec une attention particulière aux mécanismes de financement. Son analyse révèle que les coopératives rurales sont confrontées à un triple défi : l'accès limité au crédit bancaire conventionnel, la dépendance excessive aux subventions publiques et l'inadéquation des produits financiers disponibles avec leurs besoins spécifiques.

Dans une perspective comparative, Touzani et Belghazi (2021) ont étudié les différents modèles de financement de l'ESS dans trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), mettant en lumière l'influence déterminante des cadres institutionnels nationaux sur les stratégies de financement adoptées par les organisations. Leur analyse souligne l'émergence progressive, au Maroc, d'écosystèmes territoriaux de financement de l'ESS, particulièrement dans des régions comme Souss Massa où convergent diverses initiatives publiques et privées.

Concernant spécifiquement la région Souss Massa, l'étude empirique de Boujrout et El Ouazzani (2018) constitue une référence incontournable. Ces auteurs ont cartographié les différentes sources de financement mobilisées par les acteurs de l'ESS dans cette région, distinguant les financements institutionnels (INDH, Agence de Développement Social, coopération internationale), les mécanismes de microcrédit (principalement portés par des associations comme Al Amana ou la Fondation Banque

Populaire), et les dispositifs informels ou traditionnels (tontines, avances familiales). Leur analyse met en évidence l'importance des réseaux socio-territoriaux dans l'accès aux financements.

Plus récemment, les travaux d'El Abboubi et El Kandoussi (2022) ont exploré l'émergence de nouvelles formes de financement de l'ESS au Maroc, notamment le crowdfunding, les fonds d'investissement à impact social et les mécanismes de finance participative islamique. Leur recherche montre que ces innovations financières, bien qu'encore marginales, offrent des perspectives prometteuses pour diversifier les sources de financement des projets d'ESS dans des régions comme Souss Massa.

2.3 Cadre théorique

L'étude des sources de financement des projets d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) s'inscrit dans plusieurs courants théoriques qui permettent d'en comprendre les spécificités. La théorie des ressources plurielles, développée par Laville (2003), constitue un cadre conceptuel fondamental pour appréhender l'hybridation des ressources qui caractérise les organisations de l'ESS. Selon cette approche, ces structures mobilisent simultanément des ressources marchandes issues de leurs activités économiques, des ressources non marchandes provenant de la redistribution publique, et des ressources non monétaires issues de la réciprocité et du bénévolat. Cette pluralité reflète la nature même des organisations de l'ESS, positionnées à l'intersection des sphères économique, sociale et politique.

Par ailleurs, la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984) offre une grille d'analyse pertinente pour comprendre les relations complexes qu'entretiennent les organisations de l'ESS avec leurs différents financeurs. Dans ce cadre, les bailleurs de fonds ne sont pas perçus uniquement comme des pourvoyeurs de capitaux, mais comme des acteurs engagés dans une relation d'échange qui dépasse la simple transaction financière. Cette perspective est particulièrement éclairante dans le contexte marocain, où les logiques de financement s'inscrivent souvent dans des relations de proximité territoriale et de solidarité communautaire.

La théorie des champs institutionnels de DiMaggio et Powell (1983) permet quant à elle d'analyser comment les organisations de l'ESS doivent composer avec différentes formes d'isomorphisme – mimétique, coercitif et normatif – pour accéder aux financements. Cette approche est d'autant plus pertinente dans la région Souss Massa, où les structures de l'ESS sont confrontées à des pressions institutionnelles fortes, notamment de la part des bailleurs internationaux et des organismes publics qui imposent leurs propres cadres normatifs.

L'économie des conventions (Boltanski & Thévenot, 1991) apporte un éclairage complémentaire en mettant en évidence les différentes logiques de justification qui sous-tendent les décisions de financement. Dans cette perspective, les désaccords entre financeurs et porteurs de projets peuvent être

analysés comme des conflits entre différents ordres de grandeur – marchand, civique, domestique, ou inspiré – nécessitant des compromis pour aboutir à des accords de financement viables.

Sur un plan plus opérationnel, la théorie de l'embeddedness (Granovetter, 1985) souligne l'importance de l'encastrement des relations économiques dans des réseaux sociaux, culturels et territoriaux. Cette approche est particulièrement féconde pour comprendre les mécanismes de financement informels ou semi-formels qui caractérisent certaines initiatives d'ESS dans la région Souss Massa, où les liens de solidarité tribale et les systèmes traditionnels d'entraide comme la "twiza" ou le "jma'a" continuent d'influencer les pratiques financières.

Enfin, les théories du développement territorial endogène (Pecqueur, 2006) offrent un cadre conceptuel adapté pour analyser comment les mécanismes de financement de l'ESS s'articulent avec les dynamiques territoriales spécifiques. Cette approche met l'accent sur la mobilisation des ressources locales et la construction de systèmes productifs territorialisés, une perspective particulièrement pertinente pour la région Souss Massa qui tente de valoriser ses spécificités territoriales à travers le développement de filières locales comme l'argan, le safran ou les produits de terroir.

L'articulation de ces différents cadres théoriques permet d'aborder la question du financement des projets d'ESS non pas uniquement sous l'angle technico-financier, mais comme un phénomène socio-économique complexe, encadré dans des logiques institutionnelles, territoriales et culturelles spécifiques au contexte marocain en général et à la région Souss Massa en particulier.

3. Les sources de financement existants pour le secteur de l'ESS au Maroc : aperçu global

L'écosystème financier dédié à l'Économie Sociale et Solidaire au Maroc se caractérise par une diversité croissante d'instruments et d'acteurs. Cette section propose une taxonomie des principales sources de financement accessibles aux structures de l'ESS, en mettant en évidence leurs caractéristiques, leurs modalités d'accès et leur adéquation aux besoins spécifiques des acteurs du secteur.

Figure n° 1 : Financement de l'ESS au Maroc.



Source : auteurs

3.1 Les financements publics

Les dispositifs de financement public constituent un pilier essentiel du soutien à l'ESS au Maroc. L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), lancée en 2005 et renforcée à travers sa troisième phase (2019-2023), représente l'un des principaux vecteurs de financement public. Dans la région Souss Massa, l'INDH a alloué près de 120 millions de dirhams aux projets d'ESS entre 2019 et 2022, principalement sous forme de subventions non remboursables (ONDH, 2023). L'Agence de Développement Social (ADS) déploie également des programmes spécifiques dédiés au financement des associations et coopératives, avec une attention particulière aux zones rurales et périurbaines. Ces financements s'accompagnent généralement d'un dispositif d'accompagnement technique, particulièrement apprécié par les porteurs de projets.

Les collectivités territoriales, notamment les conseils régionaux et communaux, émergent comme des acteurs de plus en plus significatifs dans le financement de l'ESS. La région Souss Massa a ainsi développé un fonds régional dédié au soutien des coopératives, doté d'un budget annuel de 15 millions de dirhams (Conseil Régional Souss Massa, 2022). Ce mécanisme illustre l'ancrage territorial progressif des politiques de financement de l'ESS.

3.2 Les mécanismes de microcrédit et finance inclusive

Le secteur du microcrédit constitue historiquement une source majeure de financement pour les petites structures de l'ESS. Les associations de microcrédit comme Al Amana, Attawfiq ou ARDI ont développé des produits spécifiques adaptés aux besoins des coopératives et des très petites entreprises à vocation sociale. Ces produits se caractérisent par des procédures simplifiées, des garanties adaptées et, souvent, des taux d'intérêt bonifiés pour les projets à fort impact social. En 2022, le secteur du microcrédit a octroyé près de 76 millions de dirhams aux structures de l'ESS dans la région Souss Massa (FNAM, 2023).

Parallèlement, des mécanismes innovants de finance inclusive ont émergé ces dernières années. La Caisse Centrale de Garantie a ainsi créé un fonds de garantie dédié aux entreprises sociales, permettant de faciliter leur accès au crédit bancaire conventionnel. Des banques comme le Crédit Agricole du Maroc ont également développé des offres spécifiques pour les coopératives agricoles, combinant crédits de campagne et investissements à moyen terme.

3.3 Les financements internationaux et mécanismes émergentes

La coopération internationale joue un rôle prépondérant dans le financement de l'ESS au Maroc. Les organisations multilatérales (PNUD, Union Européenne, Banque Mondiale) et les agences de coopération bilatérale (AFD, GIZ, AECID) ont développé différents programmes d'appui aux acteurs de l'ESS. Dans la région Souss Massa, le Programme de Développement Territorial Durable (PDTD),

financé par l'Union Européenne, a mobilisé 25 millions d'euros sur la période 2018-2023, dont une part significative destinée aux initiatives d'ESS (Délégation de l'Union Européenne au Maroc, 2023).

Les fondations internationales comme la Fondation OCP ou la Fondation Mohammed VI constituent également des bailleurs importants, particulièrement pour les projets innovants ou pilotes. Ces financements se distinguent par leur souplesse et leur capacité à soutenir des initiatives en phase d'amorçage, bien que leur accès reste souvent conditionné par la capacité des porteurs de projets à maîtriser les codes et procédures spécifiques à ces bailleurs.

De nouveaux mécanismes de financement émergent progressivement dans le paysage marocain. La finance participative, conformément aux principes de la finance islamique, propose désormais des produits comme la Moucharaka ou l'Ijara adaptés aux besoins des acteurs de l'ESS.

Le crowdfunding, légalisé par la loi 15-18 de 2021, offre également des perspectives intéressantes, particulièrement pour les projets à forte dimension communautaire. Bien que encore modestes en volume, ces mécanismes innovants témoignent d'une diversification progressive de l'écosystème financier dédié à l'ESS au Maroc.

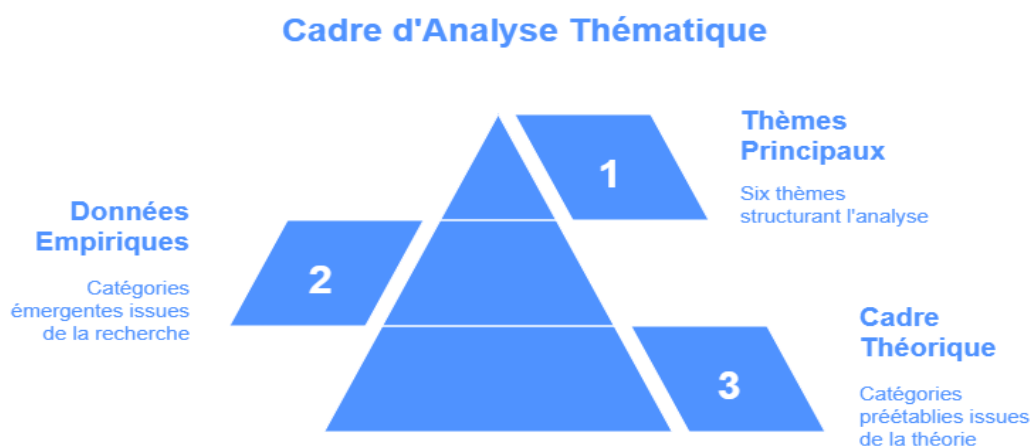
4. Méthodologie de recherche et Résultats

4.1 Approche méthodologique

La démarche méthodologique adoptée s'inscrit dans un paradigme interprétativiste, privilégiant une compréhension en profondeur des phénomènes étudiés. Une série de douze entretiens semi-directifs a été conduite entre janvier et mars 2024 auprès des responsables identifiés, selon un guide d'entretien structuré autour de quatre axes thématiques : (1) perception des besoins de financement des structures de l'ESS, (2) adéquation des mécanismes existants, (3) spécificités territoriales de la région Souss Massa, et (4) perspectives d'évolution et d'innovation.

Les entretiens, d'une durée moyenne de 75 minutes, ont été intégralement enregistrés, retranscrits puis soumis à une analyse de contenu thématique selon la méthode préconisée par Paillé et Mucchielli (2016). Cette analyse s'est déroulée en trois étapes itératives : une lecture flottante permettant une familiarisation avec le corpus, un codage systématique des verbatims à l'aide du logiciel Nvivo 12, et enfin une catégorisation conceptualisante visant à faire émerger des thèmes et sous-thèmes significatifs.

La grille d'analyse a été élaborée selon une démarche abductive, combinant des catégories préétablies issues du cadre théorique et des catégories émergentes issues du matériau empirique. Six thèmes principaux ont structuré l'analyse :

Figure n°1: Cadre d'analyse thématique.

Source : Auteurs

Pour assurer la validité interne de la recherche, plusieurs précautions méthodologiques ont été prises. Une triangulation des sources a été opérée en confrontant les discours des différents acteurs sur des thématiques similaires. Un retour aux acteurs a été effectué à mi-parcours, permettant de valider ou d'ajuster les premières interprétations. Enfin, un double codage a été réalisé sur un échantillon de trois entretiens par un chercheur indépendant, permettant de vérifier la fiabilité du processus d'analyse avec un taux de concordance de 84%.

La collecte et l'analyse des données ont été guidées par plusieurs principes éthiques : consentement éclairé des participants, garantie d'anonymat dans la restitution des résultats, et perspective compréhensive plutôt qu'évaluative vis-à-vis des pratiques professionnelles évoquées. Ces précautions ont favorisé l'instauration d'un climat de confiance propice à l'expression authentique des perceptions et expériences des participants.

4.2 Résultats

L'analyse thématique des entretiens a permis de mettre en lumière plusieurs constats significatifs concernant le financement des entreprises de l'ESS dans la région Souss Massa.

Premièrement, les besoins de financement apparaissent fortement différenciés selon la typologie des structures et leur stade de développement. Les microentreprises sociales et les coopératives émergentes expriment principalement des besoins en fonds de roulement et en petits équipements, généralement inférieurs à 300 000 dirhams. À l'inverse, les organisations plus matures ou engagées dans des stratégies de changement d'échelle présentent des besoins d'investissement substantiels (>500 000 dirhams) qui demeurent largement insatisfaits par l'offre régionale actuelle. Comme l'explique un responsable du CRI : *"Le 'missing middle', ces financements entre 500 000 et 1 million de dirhams,*

reste le point aveugle de notre écosystème, trop important pour le microcrédit mais trop risqué pour les banques classiques" (Entretien E4).

Deuxièmement, les acteurs de l'accompagnement identifient un décalage significatif entre les temporalités des bailleurs et celles des projets. Les procédures administratives, notamment pour les financements publics comme l'INDH, s'étendent sur plusieurs mois (6 à 9 mois en moyenne), créant un décalage préjudiciable pour des projets nécessitant une réactivité entrepreneuriale. Ce constat est particulièrement saillant dans les filières agricoles soumises à des cycles saisonniers impérieux, comme l'exprime un responsable de Souss Massa Initiative : *"Une coopérative d'argan qui rate la période de récolte faute de trésorerie peut perdre toute une année d'activité"* (Entretien E7).

Troisièmement, les entretiens révèlent une inadéquation partielle entre les compétences des porteurs de projets et les exigences des financeurs. La capacité à formaliser un business plan viable, à structurer une demande de financement ou à anticiper des flux de trésorerie apparaît comme un facteur discriminant majeur dans l'accès aux ressources financières. Selon un représentant de l'INDH : *"Le principal obstacle n'est souvent pas l'absence de financements mais l'incapacité à traduire une intuition entrepreneuriale en projet bancable"* (Entretien E11). Ce constat plaide pour un renforcement de l'accompagnement en amont des demandes de financement.

Quatrièmement, les acteurs interrogés soulignent l'émergence de pratiques hybrides de financement, combinant ressources formelles et informelles. Le "bootstrapping", consistant à mobiliser des ressources personnelles ou communautaires avant de solliciter des financements institutionnels, apparaît comme une stratégie répandue. Ce phénomène témoigne d'une créativité entrepreneuriale mais révèle également les limites du système formel à répondre aux besoins initiaux des projets d'ESS. Enfin, l'étude met en évidence l'importance croissante des financements non financiers (prêts de locaux, mutualisation d'équipements, mises à disposition de personnel) qui constituent une forme alternative de soutien aux projets d'ESS. Ces mécanismes, souvent portés par les collectivités territoriales ou les écosystèmes comme le Technopark, compensent partiellement les difficultés d'accès aux financements conventionnels tout en renforçant l'ancrage territorial des initiatives.

4.3 Pistes de recherche

Cette étude exploratoire ouvre plusieurs avenues de recherche prometteuses pour approfondir la compréhension des dynamiques de financement de l'ESS dans la région Souss Massa et, plus largement, au Maroc.

Une première piste consisterait à développer une approche longitudinale permettant de suivre l'évolution des besoins et des stratégies de financement tout au long du cycle de vie des projets d'ESS. Cette perspective diachronique permettrait de mieux appréhender les moments critiques nécessitant des interventions financières spécifiques et d'évaluer l'impact à long terme des différents types de financement sur la pérennité des structures.

Une deuxième voie de recherche pertinente concernerait l'analyse comparée des pratiques de financement entre différentes régions du Maroc, voire entre pays du Maghreb partageant des caractéristiques socioéconomiques similaires. Cette approche comparative permettrait d'identifier des modèles innovants transférables et d'enrichir le répertoire des solutions possibles pour la région Souss Massa.

Enfin, il serait judicieux d'approfondir l'étude des nouvelles formes de financement émergentes, notamment les modèles hybrides combinant finance participative, investissement à impact et mécanismes de garantie. Une recherche-action pourrait être envisagée pour co-construire avec les acteurs de terrain des prototypes de solutions financières adaptées aux spécificités des projets d'ESS dans la région Souss Massa, contribuant ainsi au renforcement de l'écosystème entrepreneurial local.

5. Conclusion

Cette recherche avait pour ambition d'analyser les sources de financement des projets de l'Économie Sociale et Solidaire dans la région Souss Massa, un territoire emblématique des dynamiques de développement inclusif au Maroc. Au terme de cette étude, plusieurs enseignements significatifs peuvent être dégagés, tant sur le plan théorique qu'empirique.

L'analyse du cadre théorique et conceptuel a permis de mettre en évidence la pertinence d'une approche plurielle pour appréhender la question du financement de l'ESS. La mobilisation conjointe de la théorie des ressources plurielles, de l'économie des conventions et des approches territoriales du développement offre une grille de lecture particulièrement féconde pour comprendre les logiques sous-jacentes aux mécanismes de financement dans un contexte spécifique comme celui de Souss Massa. Cette articulation théorique permet de dépasser une vision purement instrumentale du financement pour l'inscrire dans un système socio-économique complexe, marqué par des dimensions culturelles, institutionnelles et territoriales.

L'état des lieux des sources de financement existantes a révélé une diversification progressive de l'écosystème financier dédié à l'ESS au Maroc, avec l'émergence de mécanismes innovants venant compléter les dispositifs traditionnels. Cependant, cette diversification apparente masque des disparités importantes en termes d'accessibilité, de pertinence et d'adéquation aux besoins spécifiques des différentes typologies d'acteurs de l'ESS. Le paradoxe d'une abondance relative de dispositifs coexistant avec des difficultés persistantes d'accès au financement constitue l'un des constats majeurs de cette recherche.

L'étude empirique menée auprès des acteurs de l'accompagnement entrepreneurial dans la région Souss Massa a permis d'affiner cette analyse en mettant en lumière plusieurs phénomènes significatifs. D'abord, l'existence d'un "missing middle" dans la chaîne de financement, particulièrement préjudiciable pour les structures en phase de changement d'échelle. Ensuite, l'importance des décalages temporels entre les cycles de financement institutionnels et les besoins opérationnels des

projets. Par ailleurs, le rôle déterminant des compétences managériales et financières des porteurs de projets dans leur capacité à mobiliser des ressources. Enfin, l'émergence de stratégies hybrides combinant ressources formelles et informelles, témoignant d'une créativité entrepreneuriale face aux contraintes du système formel.

Ces constats invitent à repenser les approches du financement de l'ESS dans une perspective systémique et territoriale. Au-delà des instruments financiers stricto sensu, c'est bien l'articulation entre accompagnement, financement et ancrage territorial qui apparaît comme le levier déterminant pour renforcer la viabilité économique des projets d'ESS dans la région Souss Massa. Cette perspective holistique implique un décloisonnement des politiques publiques et une meilleure coordination entre les différentes parties prenantes de l'écosystème.

Sur le plan des implications pratiques, cette recherche plaide pour une approche différenciée du financement, adaptée aux spécificités des différents profils d'acteurs de l'ESS. Elle souligne également la nécessité d'innovations financières permettant de répondre aux besoins du "missing middle" et aux projets en phase de transition. La création de fonds d'investissement à impact social, ancrés territorialement, pourrait constituer une piste prometteuse pour combler ces lacunes.

Les limites de cette étude résident principalement dans son focus sur les acteurs de l'accompagnement, qui mériterait d'être complété par une analyse approfondie des perceptions et stratégies des porteurs de projets eux-mêmes. Par ailleurs, la dimension longitudinale, qui permettrait d'appréhender les trajectoires de financement sur la durée, constitue une perspective de recherche future particulièrement féconde.

Cette recherche contribue à enrichir la compréhension des dynamiques de financement de l'ESS dans un contexte territorial spécifique, tout en ouvrant des perspectives pour repenser les dispositifs existants. Elle s'inscrit dans une réflexion plus large sur les conditions nécessaires à l'émergence d'un modèle de développement inclusif et durable, où l'ESS jouerait pleinement son rôle d'innovation sociale et économique. Au-delà du cas de Souss Massa, elle invite à reconsidérer les paradigmes dominants du financement pour les adapter aux spécificités et aux finalités distinctives de l'économie sociale et solidaire.

Bibliographie

- [1] Amara, M., & El Fahli, A. (2020). Les politiques publiques de l'économie sociale et solidaire au Maroc : évolution et perspectives. *Revue Marocaine des Sciences de Gestion*, 12(3), 78-96.
- [2] Boujrourf, S., & El Ouazzani, A. (2018). Financement de l'économie sociale et solidaire dans la région Souss Massa : cartographie et analyse des dispositifs. *Revue Marocaine d'Économie et de Développement Local*, 3(2), 114-132.
- [3] Defourny, J., & Nyssens, M. (2017). Fundamentals for an international typology of social enterprise models. *Voluntas*, 28(6), 2469-2497.
- [4] DiMaggio, P. J., & Powell, W. W. (1983). The iron cage revisited: Institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields. *American Sociological Review*, 48(2), 147-160.
- [5] El Abboubi, M., & El Kandoussi, F. (2022). Les innovations financières au service de l'économie sociale et solidaire au Maroc : état des lieux et perspectives. *Management & Avenir*, 129(1), 105-123.
- [6] Granovetter, M. (1985). Economic action and social structure: The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91(3), 481-510.
- [7] Laville, J.-L. (2003). Avec Mauss et Polanyi, vers une théorie de l'économie plurielle. *Revue du MAUSS*, 21(1), 237-249.
- [8] Pecqueur, B. (2006). Le tournant territorial de l'économie globale. *Espaces et sociétés*, 124-125(1), 17-32.
- [9] Touzani, K., & Belghazi, S. (2021). Comparative analysis of social and solidarity economy financing models in Maghreb countries. *International Journal of Social Economics*, 48(7), 971-987.

Ouvrages

- [10] Benjelloun, S. (2019). *Coopératives et développement rural au Maroc : enjeux et défis*. Rabat : Éditions La Croisée des Chemins.
- [11] Boltanski, L., & Thévenot, L. (1991). *De la justification : Les économies de la grandeur*. Gallimard.
- [12] Bouchard, M. J. (2011). *L'économie sociale, vecteur d'innovation : l'expérience du Québec*. Presses de l'Université du Québec.
- [13] Freeman, R. E. (1984). *Strategic management: A stakeholder approach*. Pitman.
- [14] Paillé, P., & Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (4e éd.). Armand Colin.

Rapports et documents institutionnels

- [15] Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier. (2022). *Rapport annuel sur les coopératives de l'arganier dans la région Souss-Massa*. ANDZOA.
- [16] Conseil Économique, Social et Environnemental. (2022). *L'économie sociale et solidaire : un levier pour une croissance inclusive*. CESE.
- [17] Conseil Régional Souss Massa. (2022). *Plan d'action régional pour le développement de l'économie sociale et solidaire 2022-2027*. CR-SM.
- [18] Délégation de l'Union Européenne au Maroc. (2023). *Rapport d'évaluation mi-parcours du Programme de Développement Territorial Durable*. UE.
- [19] Fédération Nationale des Associations de Microcrédit. (2023). *Rapport annuel sur le secteur du microcrédit au Maroc*. FNAM.
- [20] Haut-Commissariat au Plan. (2023). *Enquête nationale sur l'économie sociale et solidaire*. HCP.
- [21] Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire. (2021). *Stratégie nationale de l'économie sociale et solidaire 2020-2030*. MTAESS.
- [22] Observatoire National de l'Économie Sociale et Solidaire. (2022). *Cartographie du financement de l'ESS au Maroc*. ONESS.
- [23] Observatoire National du Développement Humain. (2023). *Évaluation de l'impact de l'INDH sur les projets d'économie sociale et solidaire*. ONDH.
- [24] Office du Développement de la Coopération. (2023). *Annuaire statistique des coopératives au Maroc*. ODCO